



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration  
du ministère de l'Intérieur Sud

## **OPERATION DE RENOVATION D'UN PLATEAU A USAGE DE BUREAU**

**IGGN - CAHORS**

**Lot 00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES  
A TOUS LES CORPS D'ETAT**

**MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**Version 2 – 06/11/2024**

## Table des matières

Préambule : .....	4
Problématique.....	4
Objet du marché .....	5
Périmètre du projet.....	6
Situation géographique du projet.....	6
Plan du niveau concerné par le projet .....	7
Plan du projet (en cours de modification pour validation).....	7
1 Prescriptions générales d'exécution : .....	7
2.1.1 GENERALITES.....	7
2.1.2 TEXTES ET REGLEMENTS .....	8
2.1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DU PROJET .....	8
2.1.4 CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
2.1.5 PRISE DE POSSESSION DES LIEUX.....	9
2.1.6 ETAT DU CHANTIER .....	9
2.1.7 IMPLANTATION .....	9
2.1.8 MATERIAUX ET PROCEDES.....	10
2.1.9 ESSAIS ET CONTROLE TECHNIQUE DES OUVRAGES .....	10
2.1.10 STOCKAGE DES MATERIAUX.....	11
2.1.11 PLANS ET DEVIS .....	11
2.1.12 VERIFICATION DES COTES, PLANS D'EXECUTION ET NOTES DE CALCUL .....	11
2.1.13 DELAI PLANNING .....	12
2.1.14 DOCUMENTS A FOURNIR EN FIN DE CHANTIER.....	12
2.1.15 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS .....	12
2.1.16 NETTOYAGE.....	14
2.1.17 BRUITS DE CHANTIER.....	14
2.1.18 ENTRETIEN DES ROUTES PUBLIQUES .....	14
2.1.19 FRAIS DE GESTION DU CHANTIER - (Sans Objet pour ce chantier) .....	14
2.2 COORDINATION DES DIFFERENTS CORPS D'ETAT, RESERVATIONS, REBOUCHAGES.....	15
2.2.1 GENERALITES.....	15
2.2.2 EXECUTION DES RESERVATIONS.....	15
2.2.3 ADDUCTION ELECTRICITE - EAU -TELEPHONE.....	15
2.2.4 VOIRIE -CLOTURE.....	15
2.2.5 RELATION AVEC LES SERVICES CONCEDES .....	15
2.2.6 MENUISERIES .....	16
2.2.7 ELECTRICITE.....	16
2.2.8 PROTECTION DES MENUISERIES.....	16
2.2.11 PROTECTION DES OUVRAGES ET ASSURANCES CONTRE LE VOL.....	16

2.3 OBSERVATION IMPORTANTE .....	16
----------------------------------	----

## **Préambule :**

Le présent marché concerne la rénovation d'un plateau à usage de bureau au 3eme étage d'un bâtiment au 120 rue des Carmes à Cahors.

Ce bâtiment, comptant 4 niveaux, est occupé et appartient aux services de la DRFIP du Lot.

Le plateau est desservi par 2 ascenseurs et 1 escalier en partie centrale. Deux escaliers de secours sont aux extrémités Est et Ouest.

Un espace de stationnement avec un accès direct à l'immeuble fera partie du projet, permettant une implantation de la logistique nécessaire au chantier.



## **Problématique**

- Le plateau accueille 33 bureaux et deux salles serveurs.
- Les sanitaires sont présents autour de la cage d'ascenseur, 3 pour les femmes et deux pour les hommes
- Le chauffage est collectif par une chaudière en sous-sol du bâtiment.
- Il n'y a pas de système de climatisation. Les menuiseries sont récentes et équipées de volets roulants mais aussi de BSO pour la façade Sud.
- Il n'y a pas de sécurisation du plateau (sauf SSI). Seul un contrôle d'accès par carte blanche permet l'accès aux ascenseurs et à l'escalier central.

**NOTA : soulignons que les autres niveaux du bâtiment sont occupés, et que l'activité devra être maintenue durant la durée du chantier, ainsi que le contrôle d'accès existant.**

## Objet du marché

L'objet de ce marché concerne les travaux de rénovations selon la liste des lots ou des corps d'état ci-dessous :

- **Lot 01 : Démolition** (cloisons, menuiseries intérieurs, câblages courants forts courants faible, plomberie, faux plafond et tout élément nécessaire à la parfaite réalisation du projet)
- **Lot 02 : Menuiseries extérieures** (remplacement des menuiseries extérieures en alu sur 4 bureaux)
- **Lot 03 : Revêtement de sols :** (pose de nouveau sol souple en lé, reprise ou création, travail sur sol existant contenant de l'amiante, SS3)
- **Lot 04 : Menuiseries intérieures – Cloisons – Faux plafonds** (modifications de cloisons de séparation existante, création de nouvelles, remplacement de dalles de faux plafonds, création de faux plafonds et tout élément nécessaire à la parfaite réalisation du projet, contraintes liées à la présence d'amiante dans les sols existants)
- **Lot 05 : Peinture / Revêtement de murs / Nettoyage :** (arrachage toile de verre, pose de nouvelle toile de verre, mise en peinture toile de verre, menuiseries, et divers éléments et tout élément nécessaire à la parfaite réalisation du projet)
- **Lot 06 : Plomberie – Sanitaires**
- **Lot 07 : Electricité - Courant – Fort courant faible**

Une entreprise pourra prétendre à réaliser plusieurs lots.

## Périmètre du projet

### Situation géographique du projet

Le bâtiment se situe au centre de la ville de Cahors.



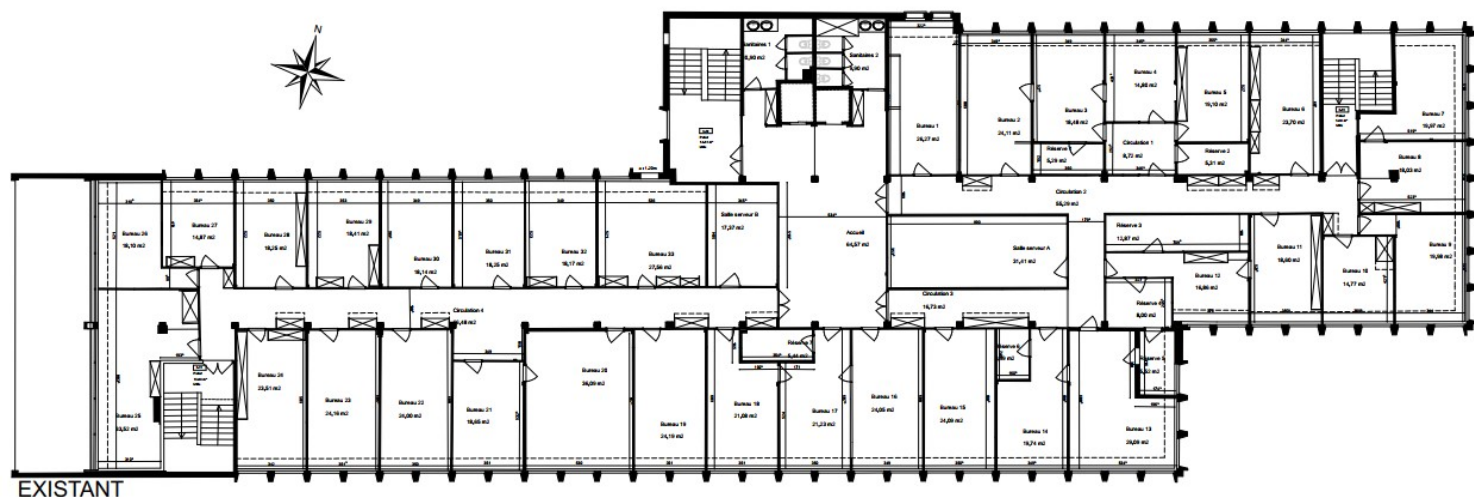
DRFIP – 120 rue des Carmes



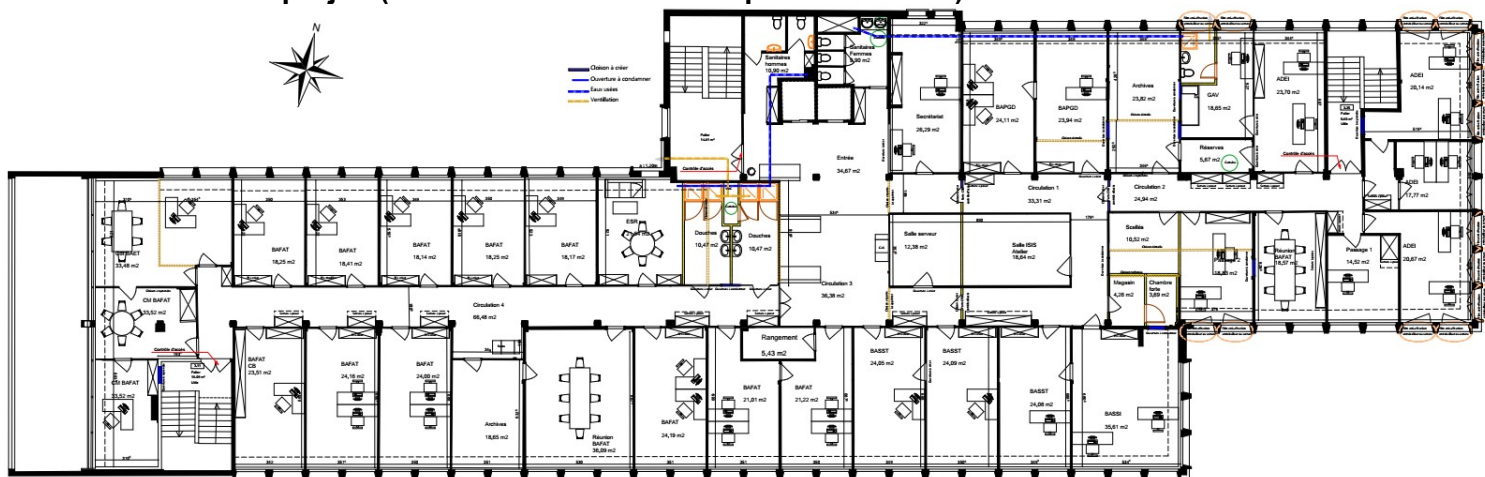
DRFIP – 120 rue des Carmes



## Plan du niveau concerné par le projet



## Plan du projet (en cours de modification pour validation)



# 1 Prescriptions générales d'exécution :

## 2.1.1 GENERALITES

Les prestations des entreprises concernent la fourniture de la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement, des échafaudages, des accessoires, du transport et toutes sujétions non explicitement mentionnées mais strictement nécessaires pour mener à bien jusqu'à l'achèvement complet et en stricte conformité avec les présentes spécifications et les indications des plans applicables, la fourniture et la pose de tous les ouvrages décrits (voir descriptif)

L'Entrepreneur reconnaît avoir eu connaissance de tous les plans et documents graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet.

Le présent chapitre donne des renseignements sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacement. Mais cette description n'a pas un caractère limitatif et l'Entrepreneur du présent lot devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot.

En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et devis, puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

L'Entrepreneur consulté étant considéré comme Maître des Techniques propres à son corps d'état, devra aviser par écrit, le Maître d'Œuvre au plus tard avant la signature des marchés, de toutes réserves et remarques de sa part quant aux descriptions contenues dans le présent devis et qui lui semblent incompatibles avec l'art de la bonne construction.

Il devra le cas échéant, motiver les raisons de ses réserves et proposer une ou des solutions de remplacement.

### **2.1.2 TEXTES ET REGLEMENTS**

Tous les ouvrages devront être conformes aux exigences des textes traitant de la construction en vigueur à la passation des marchés et rappelés ci-après. Ces documents ne sont pas reproduits dans le présent descriptif car supposé connu de l'Entrepreneur, qui se doit de les respecter.

#### **Textes législatifs**

- la constitution
- les lois
- le code de l'urbanisme et de l'habitation
- le code civil
- le code du travail

#### **Réglementaires**

- les décrets
- les arrêtés ministériels
- les arrêtés interministériels
- les arrêtés préfectoraux
- les arrêtés municipaux
- les circulaires

#### **Règles techniques**

- normes françaises AFNOR
- documents techniques unifiés (D.T.U)
- les règles ou recommandations professionnelles
- les règles ou recommandations des fabricants

Les entreprises devront s'assurer que leurs ouvrages sont bien conformes aux prescriptions des textes, et éventuellement proposer au Maître d'Œuvre toutes sujétions permettant de s'y conformer.

Tous les matériaux non traditionnels employés devront avoir fait l'objet d'un avis technique accepté par la commission technique de la section.

Le descriptif se bornant à faire une simple description des ouvrages, une insuffisance d'indications ne saurait justifier l'inobservation des prescriptions des documents ci-dessus.

### **2.1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DU PROJET**

L'Entrepreneur du présent lot devra, avoir effectué sur place toutes reconnaissances nécessaires, avoir apprécié toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de la configuration du terrain, de ses servitudes ou de sa composition.

L'entreprise reconnaît de par son offre de prix, avoir parfaite connaissance du contexte ainsi que du projet.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir des difficultés qu'il pourrait rencontrer pour demander une modification du prix consenti.

L'entrepreneur reconnaît avoir eu connaissance de tous les plans et documents graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet



#### **2.1.4 CONDITIONS D'EXECUTION**

Les devis descriptifs constituant le présent document donnent des renseignements sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacement.

Mais cette description n'a pas de caractère limitatif et l'Entrepreneur du présent lot devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot.

En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et devis, puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

L'Entrepreneur reconnaît avoir eu connaissance de tous les plans, documents graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet.

De plus, les entreprises ne pourront se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché ou de l'appel d'offres d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation du bâtiment, non plus que de tous les éléments locaux tels que : nature du sol, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux.

Les devis descriptifs détaillés par corps d'état forment un ensemble qui rend solidaire tous les Entrepreneurs appelés à la construction du projet.

De ce fait, aucun ne pourra se prévaloir d'avoir été dans l'ignorance des présents devis, dans toutes leurs parties et notices complétives s'il y a lieu.

Toutes les dispositions précisées dans les devis ou sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux, que le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

L'Entrepreneur consulté étant considéré comme Maître des Techniques propre à son corps d'état, devra aviser par écrit, le Maître d'Œuvre au plus tard à la remise de son offre de prix, de toutes réserves et remarques de sa part quant aux descriptions contenues dans le présent devis et qui lui semblent incompatibles avec l'art de la bonne construction.

Il devra le cas échéant, motiver les raisons de ses réserves et proposer une ou des solutions de remplacement.

En conséquence, l'Entrepreneur ne peut sous aucun prétexte, prétendre à aucune augmentation ou indemnité en cas d'oubli ou d'omission aux plans ou devis descriptifs.

Le présent document n'étant pas exhaustif, l'Entrepreneur devra tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution conformément aux Règles de l'Art, et à tous les textes et normes en vigueur à la signature du Marché.

Dans le cas d'une contradiction entre le devis descriptif et les règlements en vigueur, la priorité est donnée aux règlements que l'Entrepreneur s'engage à observer, même si elle correspond pour lui à une solution plus onéreuse que celle faisant l'objet du marché.

#### **2.1.5 PRISE DE POSSESSION DES LIEUX**

L'entrepreneur sera responsable de tous les accidents qui risqueraient de se produire du fait de l'existence de la construction et de l'exécution des travaux à partir de l'Ordre de Service précisant l'exécution des travaux conformément au CCAP.

Les dégâts causés à la voirie et espaces verts, seront réparés.

L'entreprise fera procéder, avant commencement des travaux à un état des lieux contradictoires des ouvrages susceptibles d'être affectés par les travaux.

#### **2.1.6 ETAT DU CHANTIER**

L'entrepreneur a le libre choix des installations et des matériels.

Il en soumet les caractéristiques à l'agrément du Maître d'Œuvre.

#### **2.1.7 IMPLANTATION**

L'entrepreneur aura à sa charge l'implantation des ouvrages suivant les côtes et niveaux indiqués sur les plans ou qui lui seront spécifiés par le Maître d'Œuvre.

L'entreprise sera responsable des alignements et mesures découlant de son implantation, ainsi que des erreurs de côtes, d'alignement et de niveaux qu'elle aurait omis de relever et de signaler.

## **2.1.8 MATERIAUX ET PROCEDES**

### **Nature, qualité et provenance des matériaux**

Les matériaux seront de la meilleure qualité dans la catégorie demandée.

Les caractéristiques, références et garanties d'emploi du fabricant des matériaux, matériels et fournitures utilisés seront soumis au Maître d'Œuvre.

Tous les matériaux, matériels et fournitures utilisés pour l'exécution des travaux devront être munis de marques, normes ou labels en vigueur.

Si l'agrément n'est pas renouvelé, l'Entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre un autre procédé agréé, sans modification du prix de son marché.

Tous matériaux ou ouvrage présentant des défauts, seront refusés. Les conséquences de ce refus (enlèvement, remplacement, raccords, retards, etc...) seront à la seule charge de l'Entrepreneur.

### **Choix des modèles**

Dans les huit jours qui suivent la conclusion du marché, l'entreprise devra présenter au Maître d'Œuvre les échantillons, nuanciers, documentaires et avis techniques relatifs aux matériaux qu'elle a prévu de mettre en œuvre.

Avant toute commande définitive, l'Entrepreneur sera tenu de soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre, les modèles des différents appareils, appareillages, accessoires et matériaux proposés.

Les modèles acceptés resteront à la disposition du Maître d'Œuvre pendant toute la durée du chantier.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit quant aux modèles qui lui seront proposés et sans réclamation possible de la part de l'Entrepreneur, de refuser toute fabrication ne lui donnant pas satisfaction au point de vue aspect, facilité d'emploi ou autres, même si les modèles qui lui seront proposés répondent au point de vue qualité aux conditions du marché.

Les frais engagés, à ce sujet, font partie intégrante du prix global des marchés.

### **Variantes**

Au cours des descriptions des différents articles de tous les corps d'état, il est fait mention de marques et types de produits, matériaux et appareils divers. Ces marques et types étant donnés à titre indicatif pour mieux situer la qualité, les dimensions et l'esthétique des matériaux, produits et appareils divers, les entreprises pourront donc proposer d'autres solutions semblables en niveau de prestations.

Néanmoins, ces variantes ne devront pas compromettre la solidité, le fonctionnement et l'aspect des ouvrages, ni modifier de façon sensible la disposition des vues en plan, coupes, façades ; elles devront également préciser les incidences qu'elles déterminent sur les autres corps d'état. Elles seront obligatoirement chiffrées à part, en annexe à la proposition de base.

Dans le cas où l'entrepreneur se proposerait de substituer éventuellement à ceux du projet de base des appareils ou des matériaux, il est tenu de soumettre au Maître d'Œuvre, leurs références, leurs marques, leurs caractéristiques, leurs agréments et de fournir un échantillon.

Chaque entrepreneur devra obligatoirement soumissionner sur la base du projet du dossier d'appel d'offres sans aucune modification, faute de se soumettre à ces obligations, l'offre globale présentée ne sera pas examinée.

### **Documents à fournir**

L'Entrepreneur remettra au Maître d'Œuvre dans un délai d'un mois, à dater de la signature des marchés, les notices de conduite et d'entretien concernant les différents appareils installés. Il sera précisé la fréquence et la nature de l'entretien préconisé.

## **2.1.9 ESSAIS ET CONTROLE TECHNIQUE DES OUVRAGES**

Les essais prescrits par les normes C.C.S. et C.P.C. des D.T.U., ainsi que des essais spéciaux définis éventuellement dans les descriptifs, peuvent être exigés.

L'entreprise concernée devra procéder, au minimum, aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, conformément aux dispositifs figurant dans le document technique COPREC n°1 publié dans le supplément spécial n° 79-22 bis du Moniteur du 28/05/1979, non joint au dossier marché.

Les résultats seront transcrits sur des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC n°1 publié dans le supplément spécial n° 79-30 bis du Moniteur du 23 juillet 1979.

Ces pièces seront communiquées au Maître d'Ouvrage.

Chaque vérification devra être accomplie en temps utile et au plus tard avant l'exécution de toute tâche qui la rendrait impossible.

Toutes les entreprises devront prendre les dispositions nécessaires pour effectuer le contrôle des travaux afin de déduire le risque d'apparition de désordre pendant la période de garantie légale.

Cet auto-contrôle s'effectuera tout au long du chantier, il portera sur l'ensemble des ouvrages à réaliser et concernera en particulier :

- installations électriques
- plomberie
- réseaux d'évacuations EU, EV, EP.
- réseau d'alimentation en eau
- chauffage
- renouvellement d'air

Tous les essais et les contrôles seront aux frais exclusifs de l'entrepreneur.

Ils porteront sur les contrôles au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre.

### **2.1.10 STOCKAGE DES MATERIAUX**

Le stockage des matériaux devra être rationnel afin d'éviter toutes avaries, dégradations et détériorations provenant des manutentions et de toutes autres causes.

Les matériaux abîmés seront refusés.

L'Entrepreneur s'engage, toutefois à libérer les lieux de stockage sur simple demande du Maître d'Œuvre.

### **2.1.11 PLANS ET DEVIS**

Les plans fournis lors de la consultation devront être acceptés par l'Entrepreneur. Si, dans un délai d'un mois après le début de la mise en consultation, aucune remarque n'était formulée, ces plans seraient considérés comme acceptés.

L'Entrepreneur dispose, pour son étude, des plans, coupes, et élévations indiquant le nombre et la hauteur des étages, les dimensions hors œuvre et dans œuvre, les distributions intérieures et toutes les cotes nécessaires à la construction.

Il doit solliciter auprès du Maître d'Œuvre tous les renseignements complémentaires qu'ils jugent nécessaires à une parfaite compréhension du projet.

L'Entrepreneur doit joindre à son devis, tous schémas de réseaux et détails d'exécution nécessaires à la compréhension de sa proposition.

### **2.1.12 VERIFICATION DES COTES, PLANS D'EXECUTION ET NOTES DE CALCUL**

L'Entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées sur les plans et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins, l'Entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses prévues aux plans et présent devis. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'Œuvre.

En ce qui concerne la distribution des locaux ainsi que les nus et cotes de niveaux et façades, les plans architecte prévalent sur les plans techniques.

L'Entrepreneur ne pourra, de lui-même, modifier quoi que ce soit au projet du Maître d'Œuvre, mais il devra signaler tout changement qu'il croirait utile d'y apporter.

Il provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet.

Faute de se conformer à ces prescriptions, l'Entrepreneur deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences de toute nature que cela pourrait entraîner.

Les plans et études d'exécution seront à la charge des entreprises concernées et devront être soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

L'Entrepreneur doit, soumettre au Maître d'Œuvre :

- les plans de réservations,

- les plans de détails d'exécution,
- les notes de calculs, si la nature de son corps d'état l'impose.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit tenir à jour les plans, les détails d'exécution, et les notes de calculs, en fonction des changements intervenus.

### **2.1.13 DELAI PLANNING**

Le délai d'exécution des travaux (délai contractuel) est fixé par le C.C.A.P et concrétisé par le planning qui sera mis au point entre le Maître d'Œuvre et l'Entrepreneur. Après approbation du Maître d'Ouvrage, il deviendra contractuel.

### **2.1.14 DOCUMENTS A FOURNIR EN FIN DE CHANTIER**

- les plans de recollement
- les plans d'exécution et de détails conformes à l'exécution
- les pièces contractuelles
- les notices de conduite et d'entretien des appareils.

### **2.1.15 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS**

Chaque entreprise aura à sa charge toutes les installations et dispositions nécessaires à la sécurité des travailleurs et du public et ce, conformément à la législation ou règlement en vigueur et aux prescriptions particulières du présent descriptif, ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux jusqu'à la réception

### **Mesures de prévention en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail :**

#### **L'opération est de niveau 2**

Celle-ci est soumise aux dispositions du décret N° 94 1159 du 26 décembre 1994.

En matière de sécurité, le coordonnateur sécurité établira un Plan Général de Coordination (P.G.C) ou une Notice de Sécurité et de Protection de la Santé (N.S.P.S) et les entreprises devront à produire un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) ou un Plan de Sécurité et de Protection de la Santé (P.S.P.S)

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé, et le code du travail.

Ceci s'applique à toute entreprise, travailleur indépendant, sous-traitant, mandataire ou co-traitant intervenant sur le chantier.

#### **Coordonnateur S.P.S.**

Le coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage a pour mission de veiller à l'intégration de la sécurité dans l'ouvrage et de réduire les risques découlant de la co-activité des entreprises et de l'environnement en faisant respecter les principes généraux de prévention énoncés notamment à l'article

L 230.2 du Code du travail.

Chaque entrepreneur ou travailleur indépendant est tenu de respecter les prescriptions du Coordonnateur Sécurité de manière à préserver la sécurité et la santé pendant le déroulement de l'opération.

L'intervention du coordonnateur SPS, ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de construire en application des autres dispositions du Code du travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

Placé sous la responsabilité directe du Maître d'Ouvrage, le coordonnateur SPS participe éventuellement aux réunions de chantier et de coordination organisées par la Maîtrise d'Œuvre. Il veille à ce que les principes généraux de prévention définis par les règlements en vigueur soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur S.P.S ouvre un **Registre Journal de la Coordination (R.J.C)**.

Ce registre rassemble les observations ou notifications que le Coordonnateur peut juger nécessaires d'adresser à tout intervenant sur le chantier.

Le Registre Journal de Coordination est tenu sur le chantier, à la disposition de tous les intervenants, de l'Inspection du travail, de la CRAM, de l'OPPBTP, du médecin du travail,....

Le Coordonnateur S.P.S établit un Plan Général de Coordination (P.G.C) ou une Notice de Sécurité et de Protection de la Santé (N.S.P.S) qu'il communique aux entreprises.

Le P.G.C ou N.S.P.S définit les mesures destinées à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession des activités, lorsqu'une intervention laisse subsister, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

Ce document définit les consignes de sécurité existantes sur l'établissement, les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales,....

Il organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé : à cet effet, il sera notamment procédé, avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une **inspection commune** au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Le coordonnateur S.P.S constitue le **Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O)** :

Le D.I.U.O est un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le D.I.U.O définit les conditions de sécurité des personnes qui auront à intervenir pour assurer l'entretien du bâtiment, au sens des travaux normalement prévisibles.

#### **Organisation collective et co-activité :**

Chaque entrepreneur, y compris ses sous-traitants :

Devra présenter au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur au titre de la "Sécurité collective", les dispositions qu'il propose pour l'installation et l'organisation du chantier, en y intégrant les dispositions demandées au C.C.T.P.

À cet effet, il établira un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) ou un Plan de Sécurité et de Protection de la Santé (P.S.P.S). Le (P.P.S.P.S) ou P.S.P.S devra être transmis au Coordonnateur Sécurité dans un délai d'un mois à compter de la signature du marché (huit jours dans le cas d'une entreprise sous-traitante), et dans tous les cas avant début des travaux.

Ce document sera établi après l'inspection commune.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur y compris co-traitant et sous-traitants.

Le (P.P.S.P.S) ou P.S.P.S doit analyser de façon précise les dispositions prises en matière de secours, les dispositions prévues en matière d'hygiène et celles concernant les locaux destinés au personnel, ainsi que les mesures proposées par le coordonnateur dans le P.G.C ou N.S.P.S. Il distingue pour ce faire, les risques "importés" par les autres entreprises présentes simultanément sur le chantier, les risques "exportés" par les travaux de l'entreprise et des risques propres au chantier.

Il devra indiquer la méthodologie de la sécurité collective mise en œuvre par ses soins pour son personnel ainsi que pour les autres corps d'état.

Le (P.P.S.P.S) ou P.S.P.S doit être tenu à jour par l'entrepreneur et disponible en permanence sur le chantier.

#### **Installation de chantier :**

Les équipements à prévoir par les différents lots sont ceux décrits dans le présent C.C.T.P.

L'Entrepreneur aura à sa charge toutes les installations et dispositions nécessaires à la sécurité des travailleurs et cette, conformément à la législation ou règlement en vigueur et aux prescriptions particulières du présent descriptif, ainsi que leur entretien et maintien pendant la durée des travaux jusqu'à la réception.

L'entrepreneur se mettra en relation avec les services techniques de la commune.

### **Mesures particulières : échafaudage et installations de sécurité :**

Dispositif commun de sécurité sur le chantier :

Chaque entreprise fournira et mettra en place au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux les dispositifs de sécurité de chantier, et notamment : les échafaudages de façade, filets de protection si nécessaire

- Le maintien en place de ces dispositifs sera de la responsabilité de chaque corps d'état tout au long de son intervention, en vertu du droit commun qui prévoit que chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés et de toute négligence dont seraient victimes des tiers.
- Ces dispositifs de sécurité mis en place par chaque entrepreneur pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.
- Le maintien en état de fonctionnement de ces installations est effectué par l'entreprise qui les a réalisées.
- La dépense relative à cet entretien est réputée rémunérée par le prix du lot considéré.

#### **2.1.16 NETTOYAGE**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit remettre, aux Entrepreneurs lui succédant, les ouvrages ou partie d'ouvrage dans un état de propreté et de finition parfaite, en se conformant à l'échelonnement et aux délais fixés par le calendrier des travaux ou par les ordres de service.

Dans le cas contraire, le nettoyage peut, après mise en demeure par le Maître d'Ouvrage, et à l'expiration d'un délai de quarante-huit heures après cette mise en demeure, être fait aux frais de l'Entrepreneur défaillant.

Les abords du chantier seront maintenus propres en permanence, débarrassés de tous matériels, matériaux et détritiques sans emploi ; le matériel et outillage seront rangés quotidiennement.

Le stockage des matériaux se fera de manière à ne créer aucune gêne aux occupants des immeubles, aux passants, à la circulation des voies de desserte ; les accès des immeubles seront particulièrement protégés et préservés ainsi que les espaces verts. Les aires de stockage et l'installation de chantier devront faire l'objet de l'accord du Maître d'Œuvre sur proposition de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Toutes les précautions seront prises par l'entrepreneur pour assurer la sécurité des occupants et des passants.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit remettre les ouvrages ou partie d'ouvrage dans un état de propreté et de finition parfait aux entrepreneurs lui succédant, en se conformant à l'échelonnement et aux délais fixés par le calendrier des travaux ou par les ordres de service.

Dans le cas contraire, le nettoyage peut, après mise en demeure par le Maître d'Ouvrage, et à l'expiration d'un délai de 8 jours après mise en demeure, être fait aux frais de l'entrepreneur défaillant.

#### **2.1.17 BRUITS DE CHANTIER**

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entrepreneur dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet. **Du fait de l'occupation des étages supérieurs et intérieurs certains travaux bruyant feront l'objet d'une concertation préalable. Ils pourront être réalisés le week end.**

#### **2.1.18 ENTRETIEN DES ROUTES PUBLIQUES**

Les salissures des voies publiques, par les engins de chantier, devront être nettoyées en permanence, les entreprises devront les dispositions appropriées.

Lors de la sortie sur le domaine public, de véhicules en charge, l'Entreprise devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber du véhicule.

#### **2.1.19 FRAIS DE GESTION DU CHANTIER - (Sans Objet pour ce chantier)**

La gestion des frais du chantier est donnée en responsabilité à l'Entrepreneur du lot devant l'installation réglementaire du chantier sous le contrôle du Maître d'Œuvre.

Les montants retenus aux entreprises sur chaque situation seront reversés, à l'Entrepreneur du lot devant l'installation réglementaire du chantier, en fin de chantier; déduction faite des frais



engagés par le Maître d'Ouvrage pour pallier la défaillance des entreprises sur des travaux qui leur seraient dus dans le cadre du prorata.  
La gestion du Compte Prorata sera faite également suivant les prescriptions du CCAP.

## **2.2 COORDINATION DES DIFFERENTS CORPS D'ETAT, RESERVATIONS, REBOUCHAGES**

### **2.2.1 GENERALITES**

Le but à atteindre est une exécution parfaite et rationnelle des ouvrages dans les délais prévus au calendrier des travaux et dans les règles de l'art et de la bonne construction.

L'entrepreneur est tenu de prendre connaissance des devis descriptifs concernant les autres corps d'état.

Nul entrepreneur ne pourra se prévaloir de les ignorer pour éluder leurs obligations en matière de prestations et de liaisons avec les autres corps d'état.

Avant réalisation de ses travaux, l'Entrepreneur concerné devra prendre contact avec tous les Entrepreneurs des autres lots afin d'arrêter avec eux les dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

Les entrepreneurs doivent tous les travaux de percement, scellements, raccords et tranchées nécessaires à la bonne exécution de leur propre lot.

Chaque entrepreneur réceptionnera les ouvrages exécutés par les autres entrepreneurs ayant un rapport direct avec ses propres travaux. Il présentera des réserves s'il y a lieu. La réception sans réserve vaudra acceptation des ouvrages.

### **2.2.2 EXECUTION DES RESERVATIONS**

L'entrepreneur du lot gros-œuvre sera tenu de réserver dans ses ouvrages les passages et ouvertures demandées par les autres corps d'état.

Après exécution des travaux, tout scellement ou percement ainsi que les rebouchages seront à charge des lots concernés.

Les Entrepreneurs des autres corps d'état devront signaler les réservations et fournir au **Lot Gros-Œuvre** toutes les pièces à sceller dans les ouvrages de ce lot dans un délai de 15 jours avant l'opération de coulage.

Passé ce délai, tout scellement ou percement ainsi que les rebouchages seront à charge des lots concernés.

Si plusieurs Entrepreneurs sont appelés à concourir à un même ouvrage, chacun d'eux doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance ce qui intéresse leur exécution, fournir en temps utile les indications nécessaires de ses propres travaux (tranchées, percements, scellements, raccords), s'assurer qu'elles sont suivies, et en cas de contestations, en référer au Maître d'Œuvre.

Chaque Entrepreneur réceptionnera les ouvrages exécutés par les autres Entrepreneurs ayant un rapport direct avec ses propres travaux (réservations, niveaux, état de surface....). Il présentera des réserves, s'il y a lieu.

La réalisation SANS RESERVE des travaux vaudra l'acceptation.

L'Entrepreneur du LOT considéré demeurera seul responsable de malfaçons ultérieures.

### **2.2.3 ADDUCTION ELECTRICITE - EAU - TELEPHONE**

Les branchements provisoires d'électricité et d'eau nécessaires au déroulement du chantier seront mis à disposition par le maître d'ouvrage

### **2.2.4 VOIRIE -CLOTURE**

Chaque entreprise devra l'entretien des voies existantes et le nettoyage qui lui est propre de par les travaux qu'il réalise.

L'accès au chantier devra être interdit au public. À cet effet l'entreprise devant l'installation réglementaire du chantier aura à sa charge la pose d'un ou de plusieurs panneaux interdisant (s) le chantier au public.

La clôture de chantier est due par le lot devant l'installation réglementaire du chantier (selon le cas)

### **2.2.5 RELATION AVEC LES SERVICES CONCEDES**

L'Entreprise devant l'installation réglementaire du chantier devra, durant les huit jours qui suivront la notification des marchés, organiser un rendez-vous avec les compagnies concessionnaires, en vue :

- d'établir un état des lieux de la parcelle et des ouvrages publics environnants ;

- de faire préciser les limites des prestations de chaque intervenant ;
- de faire préciser les dates et durées de travaux ainsi que les achèvements de tâches commandant leur intervention.

L'Entreprise en informera le Maître d'Œuvre par courrier.

#### **2.2.6 MENUISERIES**

L'Entreprise de Gros-Œuvre réservera tous les trous nécessaires sous réserve que les indications correspondantes lui soient données comme prévu ci-dessus. Dans le cas de trous situés dans les maçonneries, l'entreprise du lot Gros Œuvre pourra soit les percer après coup et dans ce cas, les entrepreneurs traceront eux-mêmes la position des trous à percer, soit les réserver. Le menuisier ou le serrurier assureront la mise et le réglage de leurs fournitures. Ils assureront les scellements de façon à ce que les éléments posés soient suffisamment maintenus en place. L'entreprise de Gros Œuvre devra compléter les scellements et les raccords, ainsi que tous les garnissages qui pourraient être nécessaires après pose des huisseries et dormants.

#### **2.2.7 ELECTRICITE**

Réservations de trous, si besoin est, pour les passages des canalisations et mise en œuvre de fourreaux fournis par l'entrepreneur d'électricité, pour tous les passages dans les ouvrages en béton armé.

#### **2.2.8 PROTECTION DES MENUISERIES**

La protection des menuiseries sera assurée par le menuisier pendant toute la durée des travaux.

Les conduits d'évacuation des eaux de pluie et de buée devront être débouchés soigneusement à la fin du chantier.

#### **2.2.11 PROTECTION DES OUVRAGES ET ASSURANCES CONTRE LE VOL**

Chaque entreprise sera responsable de ses matériaux et matériels jusqu'à réception, quels que soient les préjudices.

### **2.3 OBSERVATION IMPORTANTE**

Les soumissionnaires reconnaissent avoir pris connaissance des C.C.T.P. des autres corps d'état à leur disposition chez : **SGAMI SUD COLOMIERS**

Et être parfaitement au courant du programme général des constructions projetées.